# La représentation élue du personnel en matière de santé et de sécurité (Document en Français)

## Accès au(x) document(s)

#### Accéder au(x) document(s) :

https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/da091fe2-efa3-415a-81f2-692d47ae3bfb

https://docassascujas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/da091fe2-efa3-415a-81f2-692d47ae3bfb

Ce document est protégé en vertu du Code de la Propriété Intellectuelle.

#### Modalités de diffusion de la thèse :

• Thèse soumise à l'embargo de l'auteur : embargo illimité (communication intranet).

#### Informations sur les contributeurs

Auteur: Million-Rousseau (Million-Rousseau), Emilie

Date de soutenance : 29-10-2011

Directeur(s) de thèse : Teyssié Bernard

Etablissement de soutenance : Paris 2

Ecole doctorale: École doctorale de droit privé (Paris: 1992-...)

## Informations générales

**Discipline**: Droit privé **Classification**: Droit

**Mots-clés libres :** Double consultation, Risques professionnels, Santé, Sécurité, CHSCT, Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, France

#### Mots-clés:

- Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail France
- Comités d'entreprise France
- Délégués du personnel France
- Hygiène du travail France
- Risques pour la santé France

Résumé: Depuis l'apparition du CHSCT en 1982, la représentation élue du personnel a connu de profondes évolutions. Délégués du personnel, comités d'entreprise et CHSCT ont dû s'adapter à la considérable extension des notions de santé et de sécurité. L'intégration de l'impératif de protection de la santé mentale des travailleurs dans le Code du travail a bouleversé le champ de compétences du CHSCT. La prévention des risques psycho-sociaux s'est rapidement invitée au centre de ses préoccupations, élargissant d'autant l'obligation de consultation mise à la charge de l'employeur. Des projets et mesures qui initialement nécessitaient la seule consultation du comité d'entreprise doivent dorénavant être également soumis à l'avis du CHSCT. Dans cette procédure de double consultation l'employeur est guidé par le principe de spécialité qui transforme le comité d'entreprise en simple chambre d'enregistrement des avis de l'instance spécialisée. De l'expansion du CHSCT naissent redondances et lourdeurs. Une réforme doit être envisagée. Transformation de l'instance spécialisée en commission du comité d'entreprise ou redistribution des compétences de chacun : l'alternative offerte impose la discussion.

## Informations techniques

Type de contenu : Text

Format : PDF

## Informations complémentaires

Entrepôt d'origine : star Identifiant : 2011PA020032 Type de ressource : Thèse